



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 août 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Promotion et protection des droits humains : questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales**

## La sécurité des journalistes et la question de l'impunité

### Rapport du Secrétaire général\*\*

#### *Résumé*

Soumis en application de la résolution [74/157](#), le présent rapport est axé sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité en ligne, notamment la dimension de genre de cette question et la sécurité des femmes journalistes. Après avoir décrit la situation actuelle, il rend compte des diverses initiatives prises dans ce domaine. Il propose ensuite divers moyens de renforcer la sécurité des journalistes en ligne, notamment en adoptant une approche qui tient compte des questions de genre.

\* [A/76/150](#).

\*\* Le présent rapport a été soumis après la date limite afin que puissent y figurer les faits les plus récents.



## I. Introduction

1. Soumis en application de la résolution [74/157](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport donne un aperçu de la situation actuelle en ce qui concerne la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, au regard notamment du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité et de la suite qui y a été donnée.

2. Dans cette résolution, l'Assemblée générale s'est dite consciente des risques particuliers que couraient les journalistes à l'ère numérique. Les précédents rapports du Secrétaire général sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité demeurent pertinents. L'objectif du présent rapport est d'approfondir et d'examiner la question de la sécurité en ligne, en tenant compte de la dimension de genre et de la sécurité des femmes journalistes<sup>1</sup>.

3. Pour établir le présent rapport, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), agissant au nom du Secrétaire général, a sollicité les contributions d'États Membres, d'organisations régionales et internationales, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales<sup>2</sup>. Le rapport s'appuie sur une série de sources publiques, notamment les travaux des mécanismes des droits humains des Nations Unies et ceux d'universitaires, de praticiens et d'organisations de la société civile.

## II. Situation actuelle

4. La liberté d'expression et la liberté des médias sont essentielles pour aider à la compréhension et au dialogue nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable. Cependant, ces dernières années, les atteintes à la sécurité en ligne et hors ligne des journalistes et autres professionnels des médias se sont aggravées et ont augmenté, de même que les atteintes entravant leur capacité d'exercer leur droit à la liberté d'expression, telles que les menaces de poursuites judiciaires, d'arrestation et d'emprisonnement, les dénis d'accès à l'information et les défauts d'enquête sur les crimes dont ils sont victimes ainsi que de poursuites à l'encontre des coupables. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans sa note de synthèse sur la maladie à coronavirus (COVID-19) et les droits humains, les menaces pesant sur les journalistes ont été exacerbées pendant la pandémie, notamment la menace d'être arrêté, détenu, poursuivi ou persécuté pour avoir prétendument diffusé des informations fallacieuse<sup>3</sup>. Il en va de même pour la surveillance accrue<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Pour une définition du terme « journaliste », voir [A/72/290](#), note de bas de page 1.

<sup>2</sup> Au 10 août 2021, des contributions avaient été reçues des personnes, entités et pays suivants : Angola, Bénin, Bulgarie, Croatie, El Salvador, Espagne, Fédération de Russie, Gambie, Grèce, Inde, Iraq, Italie, Liban, Lituanie, Maurice, Pologne, Roumanie, Sénégal, Serbie, Suisse, Togo et Turkménistan ; Conseil de l'Europe, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Article 19, Boat People SOS, Association des journalistes indépendants du Viet Nam et Coalition vietnamienne contre la torture (conjointement), Commission nationale mexicaine des droits de l'homme, Institut danois pour les droits de l'homme, Espacio Público, Free Press Unlimited, Human Rights House Foundation, Alliance internationale pour la paix et le développement, Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau, Institut international de la presse, Protecteur serbe des citoyens, Bureau nicaraguayen du défenseur des droits humains, Institut néerlandais des droits de l'homme, Reporters sans frontières et Pavin Chachavalpongpun, maître de conférences au Centre d'études sur l'Asie du Sud-Est de l'université de Kyoto.

<sup>3</sup> Nations Unies, « COVID-19 et droits humains : réagissons ensemble ! » (avril 2020).

<sup>4</sup> UNESCO, « Journalisme, liberté de la presse et COVID-19 », 2020.

5. Le cadre juridique international pour la protection des journalistes a été décrit dans les précédents rapports du Secrétaire général sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité<sup>5</sup>. La sécurité des journalistes en ligne fait intervenir des obligations juridiques des États bien établies en international des droits de l'homme, notamment le devoir de respecter et de garantir le droit à la liberté d'opinion et d'expression, y compris la liberté de rechercher, recevoir et donner des informations et des idées de quelque nature que ce soit, sans considération de frontières et au moyen de tout média<sup>6, 7</sup>, y compris sur Internet<sup>8</sup>.

### *Sécurité en ligne*

6. Le HCDH, les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et les organisations de la société civile ont rapporté que les journalistes avaient continué de subir des atteintes en ligne au cours de la période considérée<sup>9</sup>, notamment : menaces de mort, de violence physique, y compris d'agression sexuelle, ou de violence contre les membres de leur famille, harcèlement, discours haineux, trolling, doxxing et campagnes de dénigrement<sup>10</sup>. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a indiqué que le genre de la personne concernée et le fait qu'elle traite de sujets sensibles ou polarisants, tels que la COVID-19, les élections et les manifestations, étaient des facteurs de risque<sup>11</sup>. Elle a ajouté que pendant la pandémie, la présence des journalistes en ligne et la fréquence de diverses atteintes en ligne avaient augmenté<sup>12</sup>. En 2019 et en 2020, l'organisation non gouvernementale Article 19 a recensé 588 atteintes contre des journalistes dans un pays, dont la grande majorité, au moins 532, ont eu lieu dans l'espace numérique<sup>13</sup>. Les femmes journalistes sont souvent les cibles de ce type d'atteintes<sup>14</sup>. Une étude récente commandée par l'UNESCO sur les tendances mondiales de la violence en ligne contre des femmes journalistes a révélé un taux alarmant d'atteintes de cette nature<sup>15</sup>. Plus de 900 femmes journalistes ont été sondées ; au total, 73 % d'entre elles ont rapporté avoir subi des violences en ligne. D'autres formes de discrimination, comme le racisme, l'homophobie et l'intolérance religieuse, s'ajoutent au sexisme et à la misogynie, ce qui entraîne des taux de violence en ligne nettement plus élevés à l'endroit des femmes journalistes appartenant à des minorités ou des groupes marginalisés. Les reportages sur les questions de genre, la politique et les élections, y compris les réseaux d'extrême-droite, présentent un risque plus élevé de donner lieu

<sup>5</sup> A/69/268, par. 10 à 12, et A/70/290, par. 17.

<sup>6</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 19, par. 2.

<sup>7</sup> CCPR/C/GC/34, par. 12, et CCPR/C/21/Rev.1/Add.13, par. 6 à 8.

<sup>8</sup> Voir, par exemple, résolution 44/12 du Conseil des droits de l'homme.

<sup>9</sup> Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), « Liberté d'expression au Kurdistan irakien », mai 2021, Voir également le document A/HRC/44/52 et les contributions de l'UNESCO, d'Article 19, d'Espacio Público, de l'Institut international de la presse, de Reporters sans frontières et de l'Institut néerlandais des droits de l'homme.

<sup>10</sup> Communication IRN 8/2021 (pour de plus amples détails sur l'ensemble des communications envoyées et des informations reçues dans le cadre des procédures spéciales, voir <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>). Voir également le document A/HRC/46/63, par. 54, et les contributions de l'UNESCO et de Reporters sans frontières.

<sup>11</sup> Contributions de l'UNESCO, de Reporters sans frontières, du Protecteur serbe des citoyens et de Free Press Unlimited ; voir également les documents A/72/290, A/HRC/38/47 et A/HRC/44/52.

<sup>12</sup> Contribution de l'UNESCO ; voir également la publication : UNESCO, « Journalisme, liberté de la presse et COVID-19 ».

<sup>13</sup> Contribution d'Article 19.

<sup>14</sup> Contributions de l'UNESCO, de Reporters sans frontières, du Protecteur serbe des citoyens et de Free Press Unlimited ; Voir également les documents A/72/290, par. 10, A/HRC/38/47, par. 12 à 42, et A/HRC/44/52, par. 39 à 52.

<sup>15</sup> Julie Posetti et al., *The Chilling: Global Trends in Online Violence against Women Journalists* (Paris, UNESCO, 2021). Voir également la contribution de l'UNESCO.

à des violences en ligne. Parmi les formes d'attaques signalées figurent les menaces d'agression sexuelle et de violence physique, le harcèlement, les représentations trompeuses, les menaces d'atteinte à la réputation professionnelle et personnelle, le piratage et la surveillance. La pandémie de COVID-19 a chamboulé les conditions de travail des journalistes, les faisant dépendre davantage des services de communication numérique et des médias sociaux. Par conséquent, les femmes journalistes ont été plus que jamais exposées à la violence en ligne et les atteintes se sont multipliées pendant la pandémie. Vingt pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir subi des atteintes hors ligne qui étaient liées à des atteintes en ligne. L'étude a également révélé que les femmes journalistes déclarant être Noires, Indigènes, Juives ou Arabes ont connu les taux les plus élevés de violence en ligne et en ont subi les conséquences les plus graves. Dans de nombreux cas, les auteurs étaient inconnus. Toutefois, les personnes interrogées avaient indiqué que les auteurs de ces actes seraient des dirigeants politiques de haut niveau, d'autres agents de l'État et des acteurs politiques. Elles avaient également souligné le rôle des entreprises de médias sociaux, qui créaient des espaces propices à la violence en ligne contre les femmes, et celui des médias partisans, qui l'amplifiaient. De plus, les reportages sur la désinformation étaient devenus un élément déclencheur d'atteintes, et des attaques misogynes étaient instrumentalisées dans le cadre de campagnes de désinformation visant à décrédibiliser le journalisme factuel auprès du grand public.

7. Une étude réalisée en 2019 par l'Association néerlandaise des journalistes a abouti à des conclusions similaires. Sur les 366 femmes journalistes du pays qui ont été interrogées dans le cadre de l'étude, 50 % ont déclaré avoir reçu des menaces, avoir été intimidées ou avoir subi des violences dans le cadre de leur travail. Les femmes ayant des enfants et les femmes issues de minorités ont particulièrement été visées par de tels actes. Environ 30 % de ces menaces avaient été proférées en ligne<sup>16</sup>.

8. La désinformation compromet également la sécurité des journalistes et la liberté des médias. Selon l'UNESCO, le but de la désinformation est soit de manipuler les journalistes afin de leur faire partager des informations inexactes, soit de les discréditer ou de les vilipender dans le cadre de campagnes de dénigrement en ligne. Il semblerait que les atteintes de ce type soient souvent coordonnées et organisées en réseau<sup>17</sup>. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a déploré que les campagnes de dénigrement contre les journalistes sur les réseaux de médias sociaux se fassent toujours plus pernicieuses<sup>18</sup>.

9. Le Rapporteur spécial a également indiqué que les nouvelles technologies numériques pourraient aggraver les effets des atteintes en ligne contre les journalistes. D'une part, la diffusion de fausses informations est amplifiée par des algorithmes et des modèles économiques conçus pour promouvoir des contenus sensationnels propres à fidéliser les usagers des plateformes<sup>19</sup>. De l'autre, l'intelligence artificielle est utilisée pour diffuser la désinformation et pour créer des vidéos dites « hypertruquées » (deep fake) servant lors d'attaques sexualisées visant les femmes journalistes<sup>20</sup>.

10. Un certain nombre de mécanismes de défense des droits humains et d'organisations de la société civile<sup>21</sup> ont fait part de leurs préoccupations concernant

<sup>16</sup> Contribution de l'Institut néerlandais des droits de l'homme.

<sup>17</sup> Contribution de l'UNESCO.

<sup>18</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 23.

<sup>19</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 16.

<sup>20</sup> Contribution de l'UNESCO.

<sup>21</sup> Contributions de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau, d'Article 19, l'Institut international de la presse, de Reporters sans frontières et de Free Press Unlimited.

la surveillance illégale, notamment des journalistes. Certains États ont adopté des lois conférant des pouvoirs de surveillance excessivement larges, sans garanties ni contrôle adéquats pour éviter les abus<sup>22</sup>. Ces lois facilitent la surveillance illégale ciblée et la surveillance de masse ou à grande échelle, y compris la surveillance à grande échelle des activités en ligne des journalistes. L'UNESCO et les organisations de la société civile ont souligné qu'elles craignaient que la pandémie de COVID-19 entraîne une augmentation de la surveillance en ligne<sup>23</sup>.

11. Certains mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies ont observé que des autorités étatiques avaient mené des activités de surveillance ciblée à l'égard de journalistes<sup>24</sup>, y compris des journalistes d'investigation ayant fait des reportages sur des allégations d'infractions et de comportements illicites commis par des autorités étatiques<sup>25</sup>. Dans certains cas, pour surveiller les journalistes, les États auraient également eu recours à des acteurs non étatiques, à des groupes de prétendus pirates informatiques<sup>26</sup>, et à des technologies de surveillance privées permettant l'intrusion dans les ordinateurs, le piratage des appareils mobiles, la surveillance des réseaux, l'interception de l'identité internationale d'abonnement mobile, le contrôle approfondi des paquets et la reconnaissance faciale et la reconnaissance des expressions faciales émotionnelles<sup>27</sup>.

12. En outre, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que des organisations de la société civile, ont documenté des cyberattaques contre des sites d'information indépendants<sup>28</sup>. Selon l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières, la majorité de ces attaques sont des attaques dites de déni de service distribué, qui paralysent les sites Web, les rendant inaccessibles. Elles limitent ainsi la visibilité du travail journalistique et l'accès à l'information<sup>29</sup>.

13. Les mécanismes de défense des droits humains et les organisations de la société civile ont indiqué que les attaques en ligne et numériques contre des journalistes et des médias étaient menées en toute impunité<sup>30</sup>. Ces affirmations concordent avec le taux élevé d'impunité pour les atteintes commises hors ligne contre des journalistes<sup>31</sup>.

<sup>22</sup> CCPR/C/NAM/CO/2, par. 37, CCPR/C/KOR/CO/4, par. 42, CCPR/C/FRA/CO/5, par. 12, CCPR/C/NLD/CO/5, par. 54, CCPR/C/TJK/CO/3, par. 41 et CCPR/C/EST/CO/4, par. 29. Voir également Cour européenne des droits de l'homme, *Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni* (requêtes n<sup>os</sup> 58170/13, 62322/14 et 24960/15), décision du 25 mai 2021.

<sup>23</sup> Nations Unies, « COVID-19 et droits humains : réagissons ensemble ! ». Voir également la publication : UNESCO, « Journalisme, liberté de la presse et COVID-19 », p. 12. Voir également Freedom House, « Freedom on the Net 2020: The pandemic's digital shadow ». Voir également la contribution de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau.

<sup>24</sup> CCPR/C/PRY/CO/4, par. 36.

<sup>25</sup> Communication COL 5/2020.

<sup>26</sup> CCPR/C/VNM/CO/3, par. 45, alinéa c, et contribution d'Article 19.

<sup>27</sup> Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, « Use of spyware to surveil journalists and human rights defenders » (utilisation de logiciels espions pour surveiller les journalistes et les défenseurs des droits humains), déclaration faite le 19 juillet 2021. Voir également A/HRC/41/35, par. 7 à 14, A/HRC/41/CRP.1 (consultable à l'adresse <https://ohchr.org>) et les contributions de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau et de Reporters sans frontières.

<sup>28</sup> Voir, par exemple, communication BRA 10/2019 et contribution de Reporters sans frontières.

<sup>29</sup> Contribution de Reporters sans frontières.

<sup>30</sup> A/HRC/41/35, par. 39 à 45, et A/HRC/44/52, par. 40. Voir également les contributions d'Article 19 et de Reporters sans frontières.

<sup>31</sup> Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, par. 1.3.

et font écho aux craintes que les plateformes de médias sociaux ne prennent pas de mesures suffisamment efficaces pour prévenir et contrer les attaques en ligne<sup>32</sup>.

*Restrictions injustifiées à la liberté d'expression des journalistes en ligne*

14. Les restrictions injustifiées à la diffusion d'informations constituent une menace pour tout environnement en ligne sûr et porteur pour les journalistes. Un certain nombre d'États ont adopté ou proposé d'adopter des lois qui restreignent indûment la liberté d'expression en ligne. Les mécanismes des Nations Unies en matière de droits de l'homme ont constaté l'adoption de loi visant à cibler l'expression en ligne, telles que des lois sur la cybersécurité<sup>33</sup>, ou la diffusion de fausses informations<sup>34</sup>. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a déclaré que, pendant la pandémie de COVID-19, le nombre de lois contre la diffusion de fausses informations a augmenté, 17 États ayant adopté une disposition législative de cette nature<sup>35</sup>. D'autres lois restreignant indûment la liberté d'expression, y compris en ligne, doivent encore être abrogées. Il s'agit notamment de lois pénales sur la diffamation<sup>36</sup>. En outre, certains titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme se sont dits alarmés par les lois qui confèrent à l'État des pouvoirs excessivement larges leur permettant de restreindre la liberté d'expression en ligne ou qui autorisent des sanctions disproportionnées, d'une manière incompatible avec le droit des droits de l'homme<sup>37</sup>.

15. Les poursuites pénales à l'encontre de journalistes pour des expressions hors ligne et en ligne ont continué de susciter des inquiétudes. Un certain nombre d'organisations de la société civile ont déploré la prévalence de cette pratique<sup>38</sup>. Dans leurs communications et rapports, certains mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ont relevé des situations dans lesquelles la législation restreignant la liberté d'expression, comme des lois sur les discours de haine<sup>39</sup>, la lutte contre le terrorisme<sup>40</sup>, l'incrimination de la diffusion de soi-disant fausses informations<sup>41</sup>, ainsi que certaines dispositions du droit pénal<sup>42</sup>, étaient appliquées de manière excessivement large ou utilisées à mauvais escient contre les commentateurs et les reportages critiques. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, des journalistes ont été arrêtés et poursuivis pour avoir partagé des informations essentielles sur les interventions de certains pays face à la crise<sup>43</sup>. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a indiqué qu'au moins 34 journalistes avaient été arrêtés sur des chefs d'accusation liés aux informations

<sup>32</sup> [A/HRC/38/35](#), par. 27, [A/HRC/47/25](#), par. 65, et [A/74/486](#), par. 40 et 41.

<sup>33</sup> Communication NIC 3/2020, [CCPR/C/VNM/CO/3](#), par. 45, [CCPR/C/MRT/CO/2](#), par. 42, et [CCPR/C/GIN/CO/3](#), par. 43.

<sup>34</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 53.

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> [CCPR/C/NGA/CO/2](#), par. 46.

<sup>37</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 54 et 55 et communication QAT 1/2020.

<sup>38</sup> Contributions des entités suivantes : Article 19, Human Rights House Foundation, Boat People SOS, Association des journalistes indépendants du Viet Nam, Coalition vietnamienne contre la torture, Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau, Institut international de la presse et Espacio Público.

<sup>39</sup> [CCPR/C/NGA/CO/2](#), par. 46 et communications MDV 1/2020 et URY 1/2019.

<sup>40</sup> Communication TUR 4/2021. Voir également HCDH, « Press briefing notes on Belarus », 25 mai 2021.

<sup>41</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 55.

<sup>42</sup> Communication TKM 1/2021 et VNM 3/2020.

<sup>43</sup> [A/HRC/44/49](#). Voir également Amnesty International, « COVID-19 crackdowns: police abuse and the global pandemic », 17 décembre 2020 ; European Center for Not-for-Profit Law, « Civic space in the era of securitised COVID-19 responses », p. 11 et 12 ; MANUI et HCDH, « Liberté d'expression au Kurdistan irakien ».

fallacieuses au cours de la seule année 2020<sup>44</sup>. Certains d'entre eux ont été accusés pour avoir exprimé leurs opinions en ligne<sup>45</sup>.

16. Selon certains titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ainsi que des organisations de la société civile et des sources universitaires, les journalistes sont aussi fréquemment victimes de procès dits bâillons<sup>46</sup>. Ces poursuites sont souvent engagées par des entreprises et des personnalités politiques pour réduire au silence des journalistes critiques ou d'investigation<sup>47</sup>. Diverses recours en droit national sont utilisés, notamment les dispositions pénales ou civiles relatives à la diffamation, aux procédures fiscales et à l'interdiction des discours de haine, pour exercer des représailles contre certains types de reportage<sup>48</sup>. Comme l'a noté la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, ces formes de poursuites frivoles ont un coût personnel et émotionnel, ainsi que des répercussions financières et sociales, pour le journaliste concerné et peuvent nuire à sa réputation, ce qui peut le dissuader de faire des reportages critiques<sup>49</sup>.

#### *Autres restrictions*

17. Certains titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ainsi que l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau, ont constaté que les États avaient cherché à réglementer les entreprises de médias sociaux et les fournisseurs d'accès à l'Internet d'une manière risquant de restreindre indûment la diffusion de contenu<sup>50</sup>. Certaines réglementations imposent aux entreprises technologiques de respecter les lois nationales d'une manière qui pourrait être contraire aux normes internationales en matière de droits de l'homme<sup>51</sup>. Certains titulaires de mandat, ainsi que l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau, ont également indiqué que les exigences en matière de localisation des données pourraient faciliter la surveillance des communications en ligne et, par conséquent, accroître le risque de surveillance illégale<sup>52</sup>. L'Institut s'est référé à des lois conférant le pouvoir de restreindre le trafic Internet, y compris le trafic réseau vers des sites Web et des plates-formes, afin de les contraindre à se conformer aux ordonnances de retrait de contenu<sup>53</sup>.

18. Comme l'ont mentionné certains mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et des organisations de la société civile, l'accès des journalistes aux contenus

<sup>44</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 23, et [A/HRC/46/63](#), par. 49.

<sup>45</sup> Maria Ressa, lauréate du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO-Guillermo Cano en 2021, en est un exemple. Voir Julie Posetti et al., *The Chilling*.

<sup>46</sup> Voir, par exemple, [A/HRC/46/35/Add.2](#), par. 34 à 36. Voir également HCDH, « Thailand: judicial system abused by business to silence human rights defenders – UN experts », 12 mars 2020 ; Conseil de l'Europe, *Touchez pas à la liberté de la presse ! Les attaques contre les médias en Europe ne doivent pas devenir la règle*, Rapport annuel des organisations partenaires de la Plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes (2020) ; EU-Citizen, Academic Network on European Citizenship Rights, *Ad Hoc Request: SLAPP in the EU Context*, 29 mai 2020, p. 8.

<sup>47</sup> [A/HRC/46/35/Add.2](#), par. 34.

<sup>48</sup> Voir, par exemple, *Ad Hoc Request*.

<sup>49</sup> [A/HRC/46/35/Add.2](#), par. 34 à 36.

<sup>50</sup> Voir communications PAK 3/2020 et MMR 1/2021 et contribution de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau.

<sup>51</sup> [A/HRC/38/35](#), par. 13, [A/HRC/32/38](#), par. 46, [A/HRC/47/25](#), par. 57, communication MMR 1/2021 et contribution de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau.

<sup>52</sup> Voir, par exemple, communications PAK 3/2020 et MMR 1/2021 et contribution de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau.

<sup>53</sup> Contribution de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau.



médiatiques et leur capacité à les diffuser, est restreinte notamment par le filtrage du contenu et du blocage des sites Web, ainsi que l'interruption de la connectivité Internet (ce que l'on appelle les coupures d'Internet)<sup>54</sup>. L'UNESCO, certains mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et des organisations de la société civile ont noté que les coupures d'Internet sont souvent mises en œuvre lors d'élections ou de mouvements sociaux à grande échelle<sup>55</sup>.

19. À cet égard, certains titulaires de mandat, ainsi que le Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ont souligné les risques associés à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour modérer les contenus sans véritable contrôle humain<sup>56</sup>. Ils ont également souligné que la plupart des entreprises ne fondaient pas explicitement leurs politiques sur un corpus juridique particulier, tel que le droit national ou le droit international des droits de l'homme<sup>57</sup>, ce qui a entraîné la suppression de comptes de journalistes<sup>58</sup>. En outre, les gouvernements faisaient pression sur les entreprises de médias sociaux pour qu'elles retirent des contenus en ligne, notamment en formulant des demandes spécifiques ou en adoptant une loi visant à encourager ou à exiger des retraits en violation de la liberté d'expression<sup>59</sup>. Dans leurs rapports, les organisations de la société civile ont suggéré qu'il existait une pratique répandue consistant à signaler le contenu journalistique comme une atteinte au droit d'auteur afin de déclencher des retraits temporaires ou permanents par les entreprises de médias sociaux<sup>60</sup>.

### III. Initiatives relatives à la liberté d'expression des journalistes en ligne

#### A. États

20. Un certain nombre d'États ont fait état de dispositions constitutionnelles et de lois régissant la liberté d'expression des journalistes, y compris en ligne<sup>61</sup>. La Roumanie a rapporté avoir dépénalisé l'insulte et la diffamation<sup>62</sup>. Certains États ont également déclaré disposer de cadres juridiques criminalisant la violence en ligne<sup>63</sup>.

21. Un certain nombre d'États ont fait état de mesures visant à protéger les journalistes contre les violences dont ils étaient victimes, y compris en ligne<sup>64</sup>. La Serbie a indiqué avoir créé, en décembre 2020, un groupe de travail pour la sécurité

<sup>54</sup> [A/HRC/41/35/Add.2](#), par. 23 et 52, [CCPR/C/TJK/CO/3](#), par. 47, [CCPR/C/GNQ/CO/1](#), par. 52, [CCPR/C/NGA/CO/2](#), par. 40, [A/HRC/43/70](#), par. 43, et contributions de l'Alliance internationale pour la paix et le développement, de Free Press Unlimited, de Reporters sans frontières et d'Article 19.

<sup>55</sup> Communications IRN 16/2019, IRQ 4/2019, SDN 1/2019, IND 7/2019, IDN 8/2019, RUS 6/2019, MMR 6/2019 et MMR 1/2021. Voir également les documents [A/HRC/44/49](#), par. 27 et 28, et [A/HRC/41/41](#), par. 51 à 53.

<sup>56</sup> [A/73/348](#) et [A/HRC/44/49](#), par. 53.

<sup>57</sup> [A/HRC/38/35](#), par. 24.

<sup>58</sup> [A/HRC/43/70](#), par. 40.

<sup>59</sup> Communications TZA 4/2020, OTH 73/2020 et BRA 6/2020.

<sup>60</sup> Voir, par exemple, Access Now, « Warning: repressive regimes are using DMCA takedown demands to censor activists », 22 octobre 2020.

<sup>61</sup> Contributions du Bureau nicaraguayen du défenseur des droits humains et des pays suivants : Angola, Bénin, Bulgarie, Espagne, Fédération de Russie, Gambie, Inde, Iraq, Italie, Liban, Lituanie, Maurice, Pologne, Sénégal, Suisse, Togo et Turkménistan.

<sup>62</sup> Contribution de la Roumanie.

<sup>63</sup> Contributions de la Croatie, de l'Espagne, de la Lituanie, de la Roumanie, du Sénégal et de la Suisse.

<sup>64</sup> Contributions de la Commission nationale mexicaine des droits de l'homme et des pays suivants : Croatie, El Salvador, Espagne, Fédération de Russie, Inde, Iraq, Italie et Pologne.



et la protection des journalistes, chargé d'accroître l'efficacité de la répression des atteintes contre les journalistes et de faire un suivi quant aux mesures prises pour protéger leur sécurité<sup>65</sup>. En 2020, un mécanisme national pour la sécurité et la défense des journalistes aurait été créé en Angola à l'initiative du Syndicat des journalistes angolais et d'autres associations socioprofessionnelles, en coopération avec des organismes des Nations Unies, l'Union africaine et des acteurs régionaux<sup>66</sup>.

22. Un certain nombre d'États ont fait état d'activités de plaidoyer et de sensibilisation<sup>67</sup>. La Grèce a indiqué avoir œuvré à la promotion de l'éducation aux médias, la lutte contre les stéréotypes de genre et le sexisme dans les médias étant l'un des objectifs stratégiques de son plan d'action national pour l'égalité des sexes. Dans le cadre d'un projet en cours intitulé « Débat public sur le genre », les autorités auraient soutenu des actions favorisant le renforcement des capacités des femmes candidates et des intervenants du milieu des médias à cet égard, afin qu'elles participent aux débats publics en Grèce<sup>68</sup>.

23. Certains États ont coopéré les uns avec les autres et avec d'autres parties prenantes en vue d'accroître la sécurité des journalistes en ligne et hors ligne. En particulier, en juillet 2019, lors de la Conférence mondiale pour la liberté des médias, la Coalition pour la liberté des médias a été créée. Il s'agit d'un partenariat entre États qui travaillent ensemble à la défense de la liberté des médias en ligne et hors ligne, ainsi que la sécurité des journalistes. À ce jour, 49 membres ont pris et signé l'engagement mondial sur la liberté des médias<sup>69</sup>, un engagement écrit à accroître la liberté des médias au niveau national et à travailler ensemble au niveau international. L'engagement comprend des références à la menace de surveillance et de manipulation illégales<sup>70</sup>.

24. En décembre 2020, des Ministres des affaires étrangères et d'autres représentants gouvernementaux se sont réunis à l'initiative des Pays-Bas à l'occasion de la Conférence mondiale sur la liberté de la presse de 2020. L'engagement de La Haye, qui en est issu, vise à renforcer la sécurité des journalistes. Il a été signé par plus de 50 ministres. Les signataires ont pris un certain nombre d'engagements, dont celui de lancer des enquêtes et des poursuites indépendantes sur toutes les formes d'infractions commises en ligne et hors ligne contre des journalistes.

## B. Nations Unies

### Conseil de sécurité et Assemblée générale

25. Depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général sur la sécurité des journalistes, le Conseil de sécurité<sup>71</sup> et l'Assemblée générale<sup>72</sup> ont étudié la

<sup>65</sup> Contribution de la Serbie.

<sup>66</sup> Contribution de l'Angola.

<sup>67</sup> Contributions de l'Angola, de la Lituanie et de la Roumanie.

<sup>68</sup> Contribution de la Grèce.

<sup>69</sup> Consultable en anglais à l'adresse suivante : [www.gov.uk/government/publications/global-pledge-on-media-freedom/global-pledge-on-media-freedom](http://www.gov.uk/government/publications/global-pledge-on-media-freedom/global-pledge-on-media-freedom).

<sup>70</sup> Communiqué ministériel de la Coalition pour la liberté des médias, 16 novembre 2020.

Consultable à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/11/communiqu-ministeriel-de-la-coalition-pour-la-liberte-des-medias.html>.

<sup>71</sup> Résolutions 2488 (2019), par 2, al. e, 2498 (2019), par. 19, al. c, 2507 (2020), par. 1, al. e, 2514 (2020), 2536 (2020), par. 1, al. e, 2540 (2020), par. 7 et 8, 2551 (2020), par. 19, al. c, 2567 (2021), 2576 (2021) et 2577 (2021).

<sup>72</sup> Résolution 74/9, par. 34 et 36 ; 74/89, par. 9, 74/167, par. 16, 74/168, par. 6, al. l, 74/169, par. 11 et 12, 74/246, par. 8, al. i, 75/90, par. 29 à 31, 75/98, par. 9, 75/191, par. 16 et 19, 75/192, par. 6, al. d et m à o, 75/193, par. 11, 12 et 48, et 75/238, par. 1, 5 et 8, al. f.

question de la sécurité des journalistes dans un certain nombre de situations. En particulier, le Conseil de sécurité a réaffirmé qu'il était urgent et impératif de traduire en justice tous les auteurs de violations du droit international humanitaire et de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, y compris du droit à la liberté d'expression, notamment en ce qu'elles concernent les journalistes, les autres professionnels des médias et le personnel associé<sup>73</sup>.

26. Dans sa résolution [75/176](#) sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique, l'Assemblée générale a constaté avec une profonde inquiétude que, dans de nombreux pays, il était fréquent que les personnes et les organisations qui travaillaient à la promotion et à la défense des droits humains et des libertés fondamentales, les journalistes et les autres professionnels des médias fassent l'objet de menaces et de harcèlement, se trouvent en situation d'insécurité ou soient l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans leur vie privée en raison de leurs activités,

### **Conseil des droits de l'homme et mécanismes**

27. Au cours de la période considérée, le Conseil des droits de l'homme a adopté deux résolutions sur la sécurité des journalistes, à savoir les résolutions [39/6](#) et [45/18](#). Dans sa résolution [45/18](#), le Conseil a souligné les risques particuliers qui pesaient sur la sécurité des journalistes à l'ère du numérique, notamment le risque d'être la cible d'une surveillance illégale ou arbitraire ou de voir leurs communications interceptées, et de faire l'objet de piratages, y compris de piratages commandités par des gouvernements, et d'attaques par déni de service dont le but est de contraindre des médias à fermer leur site Web ou à mettre un terme à leur services, en violation du droit des journalistes au respect de leur vie privée et à la liberté d'expression. Dans la même résolution, il a également souligné qu'à l'ère du numérique, il était devenu indispensable pour nombre de journalistes de disposer d'outils de chiffrement et de protection de l'anonymat pour pouvoir pratiquer librement leur profession et exercer leurs droits humains.

28. Dans sa résolution [44/12](#) sur la liberté d'opinion et d'expression, le Conseil des droits de l'homme a demandé à tous les États de s'abstenir d'utiliser des pratiques telles que le blocage d'Internet pour empêcher ou perturber délibérément et arbitrairement l'accès à l'information en ligne ou sa diffusion.

29. Il est de plus en plus fréquent que la question de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes en ligne soit explicitement soulevée dans le cadre de l'Examen périodique universel. Au cours de la période considérée, des recommandations ont été formulées à l'intention de certains États concernant la nécessité de garantir la liberté d'expression en ligne et hors ligne, de mettre fin à la pratique du filtrage des contenus en ligne et à la restriction de l'accès à l'Internet, de garantir la liberté des médias en ligne, de modifier ou d'abroger les lois qui restreignent la liberté d'expression en ligne, de veiller à la sécurité des journalistes en ligne en lançant des enquêtes et des poursuites en cas d'atteintes en ligne, notamment en cas de violence fondée sur le genre, et de lutter contre la violence en ligne en général<sup>74</sup>.

30. Les violations des droits des journalistes sont répertoriées par les commissions internationales d'enquête et les missions d'établissement des faits mandatées par le Conseil. Le Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen, par exemple, a documenté des violations commises contre un militant qui avait utilisé les réseaux sociaux et médias en ligne pour dénoncer des violations des droits humains.

<sup>73</sup> Résolution [2540 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, par. 8.

<sup>74</sup> Voir [A/HRC/43/6](#), [A/HRC/43/8](#), [A/HRC/43/10](#), [A/HRC/43/12](#), [A/HRC/43/14](#), [A/HRC/43/16](#), [A/HRC/44/4](#), [A/HRC/44/6](#), [A/HRC/44/14](#), [A/HRC/43/17](#) et [A/HRC/44/17/Add.1](#).

Celui-ci a été arrêté et détenu arbitrairement, avant d'être renvoyé devant un tribunal militaire<sup>75</sup>. La Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne a signalé que des membres de groupes armés avaient menacé une journaliste parce qu'elle avait publié un article en ligne, dans lequel elle critiquait la fourniture de services à Edleb et exposait d'autres problèmes dont elle estimait le groupe responsable<sup>76</sup>.

31. Au cours de la période considérée, plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ont soulevé la question de la sécurité des journalistes dans des communications à l'intention des États et des agents non étatiques, évoquant notamment les violations alléguées des droits humains et les développements de la législation pertinente au regard de la protection de la liberté d'expression<sup>77</sup>. Certains titulaires de mandat doutaient de la compatibilité entre le droit interne – notamment les lois sur les discours haineux<sup>78</sup>, sur la cybercriminalité<sup>79</sup> et sur la protection de la sécurité nationale – et la liberté d'expression<sup>80</sup>. Soulignant l'effet de refroidissement qu'avaient les procès-bâillons sur les journalistes et d'autres acteurs, ils ont demandé aux États de protéger ces derniers contre de telles actions<sup>81</sup>.

32. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a condamné les lois conférant de vastes pouvoirs en matière de blocage de sites Web et de l'accès au contenu en ligne<sup>82</sup> et exprimé son inquiétude face à la surveillance ciblée dont sont victimes les journalistes et face aux effets de la surveillance à grande échelle et de la surveillance ciblée sur la liberté d'expression en général et sur les journalistes en particulier<sup>83</sup>.

33. Certains titulaires de mandat ont souligné que les entreprises, notamment les plateformes de médias sociaux, les moteurs de recherche et les fournisseurs d'accès à l'Internet, devaient respecter les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme<sup>84</sup>, y compris en appliquant les normes du droit international public en matière de modération et d'édition du contenu<sup>85</sup>.

34. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a traité de la question de la violence en ligne à l'égard des femmes, notamment des journalistes, et des filles<sup>86</sup>. Elle a recommandé aux États de reconnaître

<sup>75</sup> A/HRC/45/CRP.7. Consultable à l'adresse suivante : <https://ohchr.org>.

<sup>76</sup> A/HRC/43/57.

<sup>77</sup> Communications DZA 5/2018, RUS 23/2018, CAF 1/2018, MAR 1/2019, EGY 1/2019, SDN 1/2019, PAK 2/2019, VNM 2/2019, IRN 6/2019, MAR 4/2019, MAR 4/2020, HTI 4/2019, BDI 1/2020, DJI 1/2019, FRA 4/2020, FRA 5/2020, MLI 1/2021, CUB 5/2019, CUB 7/2019, ECU 16/2019, MEX 2/2020, COL 5/2020, VEN 1 /2020, VEN 4/2020, PER 5/2020, IND 16/2019, IND 1/2020, IND 8/2020, IND 22/2020, BLR 4/2020, BLR 1/2021, EGY 6/2020, EGY 19/2020, MMR 10/2020, MMR 1/2021, PAK 13/2020, PAK 2/2021, VNM 4/2019, VNM 5/2019, VNM 3/2020, VNM 4/2020, IRN 17/2019, IRN 4/2020, IRN 8/2021, BRA 10/2019, BRA 1/2020, JPN 3/2019, IDN 7/2019, LBY 2/2019, IRQ 4/2019, IRQ 6/2019, IRQ 3/2020, IRQ 8/2020, UKR 1/2020, USA 1/2020, USA 2/2020, SSD 1/2020, TZA 1/2020, BGD 2/2020, ETH 1/2020, ZAF 1/2020, LKA 5/2020, BOL 3/2020, CMR 4/2020, TKM 1/2021, TUR 4/2021, TUR 5/2021, NLD 2/2021, SYR 1/2021, AFG 1/2021, MDV 1/2020, THA 3/2020, CHN 2/2020, OTH 43/2019, OTH 52/2019, OTH 55/2019, OTH 2/2020, OTH 10/2020 et OTH 66/2020.

<sup>78</sup> A/HRC/44/49/Add.1, par. 32 et 33, et A/74/486, par. 32 et 34.

<sup>79</sup> Communication NIC 3/2020.

<sup>80</sup> Communication SAU 12/2020.

<sup>81</sup> A/HRC/46/35/Add.2, par. 34 à 36 et par. 80, al. b.

<sup>82</sup> A/HRC/41/35/Add.2, par. 23 et 26, et A/HRC/41/41, par. 41 et 42.

<sup>83</sup> Communication COL 5/2020, et A/HRC/41/35, par. 66.

<sup>84</sup> Voir, par exemple, communications OTH 24/2019, OTH 60/2019, OTH 2/2020 et OTH 37/2020.

<sup>85</sup> Voir communication OTH 24/2019, et A/HRC/47/25, par. 63.

<sup>86</sup> Voir A/HRC/38/47 et A/HRC/44/52.

que la violence en ligne et la violence facilitée par les TIC à l'égard des femmes constituaient des violations des droits de l'homme et une forme de discrimination et de violence fondée sur le genre à l'égard des femmes<sup>87</sup>, d'interdire et d'incriminer de telles violences, d'encourager le signalement des cas de harcèlement ou de violence, de supprimer toute prescription s'agissant de l'engagement de poursuites et d'offrir une réparation et une indemnisation adéquates aux victimes<sup>88</sup>. Elle leur a également recommandé de prendre diverses mesures pour s'attaquer aux causes de la violence fondée sur le genre et la prévenir<sup>89</sup>.

35. Au sujet de l'intelligence artificielle, en particulier son utilisation aux fins de l'édition de contenu, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a recommandé aux entreprises de réexaminer leur modèle économique pour veiller à leur compatibilité avec le droit international des droits de l'homme<sup>90</sup>.

### **Organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme**

36. Dans leurs observations finales sur les rapports périodiques des États parties, la plupart des organes conventionnels ont exprimé des préoccupations et formulé des recommandations concernant la sécurité des journalistes, y compris en ligne. Le Comité des droits de l'homme a traité de la liberté des médias et la situation des journalistes, y compris en ligne, tant dans ses observations finales<sup>91</sup> que dans ses constatations concernant des communications émanant de particuliers<sup>92</sup>. La situation des journalistes a également été examinée dans les observations finales d'autres comités, comme le Comité des droits économiques, sociaux et culturels<sup>93</sup>, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>94</sup>, le Comité contre la torture<sup>95</sup>, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale<sup>96</sup> et le Comité des droits des personnes handicapées<sup>97</sup>.

37. En particulier, le Comité des droits de l'homme a exhorté les États à assurer aux journalistes indépendants une protection effective contre toute action susceptible de constituer une forme de harcèlement, de persécution ou d'ingérence injustifiée dans l'exercice de leurs activités professionnelles ou de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, et à veiller à ce que toute action de ce type donne lieu à une enquête approfondie et indépendante, à des poursuites et à des sanctions, et à une réparation utile pour les victimes<sup>98</sup>.

38. Certains organes conventionnels ont demandé à plusieurs reprises aux États de modifier toute loi incompatible avec la liberté d'expression, soulevé des inquiétudes face aux poursuites et des sanctions à l'encontre de journalistes, et exhorté les États à offrir une réparation utile aux victimes et à prendre des mesures pour empêcher que

<sup>87</sup> [A/HRC/38/47](#), par. 93.

<sup>88</sup> [A/HRC/44/52](#), par. 93, al. d.

<sup>89</sup> [A/HRC/44/52](#), par. 93.

<sup>90</sup> [A/HRC/47/25](#), par. 95.

<sup>91</sup> [CCPR/C/UZB/CO/5](#), [CCPR/C/CAF/CO/3](#), [CCPR/C/TUN/CO/6](#), [CCPR/C/SEN/CO/5](#), [CCPR/C/CZE/CO/4](#), [CCPR/C/MEX/CO/6](#), [CCPR/C/NGA/CO/2](#), [CCPR/C/MRT/CO/2](#), [CCPR/C/TJK/CO/3](#), [CCPR/C/GNQ/CO/1](#) et [CCPR/C/PRY/CO/4](#).

<sup>92</sup> [CCPR/C/126/D/2307/2013](#), [CCPR/C/127/D/3067/2017](#), [CCPR/C/129/D/2520/2015](#), [CCPR/C/129/D/2535/2015](#) et [CCPR/C/127/D/2431/2014](#).

<sup>93</sup> [E/C.12/UKR/CO/7](#).

<sup>94</sup> [CEDAW/C/BIH/CO/6](#).

<sup>95</sup> [CAT/C/UZB/CO/5](#), [CAT/C/NER/CO/1](#), [CAT/C/BGD/CO/1](#) et [CAT/C/MEX/CO/7](#).

<sup>96</sup> [CERD/C/PSE/CO/1-2](#) et [CERD/C/MEX/CO/18-21](#).

<sup>97</sup> [CRPD/C/ECU/CO/2-3](#).

<sup>98</sup> [CCPR/C/UZB/CO/5](#), par. 45, al. b, et [CCPR/C/GC/34](#), par. 23.

la violation ne se reproduise<sup>99</sup>. Le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par le blocage de sites Web<sup>100</sup> et a exhorté les États à s'abstenir de cette pratique<sup>101</sup>, ainsi qu'à ne pas restreindre la connectivité à Internet.

### **Organismes, départements, fonds et programmes des Nations Unies**

39. En septembre 2020, le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo et le Conseil des médias audiovisuels et des communications de ce pays ont coorganisé une table ronde sur les médias en émergence. Le Bureau a également continué sa campagne en faveur de la dépénalisation des délits de presse et de la mise en œuvre d'un cadre législatif plus protecteur pour les journalistes, conformément au droit international des droits de l'homme.

40. S'agissant du renforcement des capacités, en 2019, le HCDH a procédé à une évaluation du mécanisme mexicain de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, laquelle portait notamment sur la question de la sécurité des journalistes en ligne<sup>102</sup>. À l'issue de cette évaluation, le mécanisme a lancé, avec le soutien de l'Irlande, un processus visant à renforcer sa capacité à contrer les attaques numériques<sup>103</sup>. De décembre 2020 à septembre 2021, le HCDH a coorganisé, avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et en partenariat avec l'UNESCO, une série de formations de 12 sessions intitulée « Enhanced protection of women journalists and advance women's human rights in the context of shrinking democratic space in Asia » (Mieux protéger les femmes journalistes et faire progresser les droits humains des femmes dans le contexte du rétrécissement de l'espace démocratique en Asie). L'objectif était de renforcer la capacité des femmes journalistes et des professionnelles des médias à mener des enquêtes et établir des rapports sur les questions de genre, de recenser les difficultés posées par le rétrécissement de l'espace démocratique et ses répercussions sur les femmes journalistes, et d'améliorer les évaluations à des fins d'autoprotection, notamment dans le domaine de la sécurité en ligne et numérique. En décembre 2020, à l'approche des élections au Tchad et au Niger, le HCDH a organisé des ateliers pour les journalistes, notamment des ateliers sur la liberté d'expression en ligne.

41. Le HCDH et l'UNESCO ont continué à apporter un appui à l'unité de surveillance dépendant du Syndicat national des journalistes tunisiens, dont l'objectif est de mettre au point une base de données nationale sur les atteintes à la sécurité des journalistes sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Au cours de la période considérée, cette unité a continué de recenser les restrictions imposées aux sites Web de médias ainsi que les menaces et les attaques à l'endroit de journalistes dans l'espace numérique. Elle a également suivi les cas de blocage ou de filtrage de contenu sur Internet, ainsi que les poursuites engagées contre des journalistes exerçant leur liberté d'expression en ligne. En particulier, elle a élaboré des indicateurs nationaux d'impunité pour les crimes et délits commis contre des journalistes et les a rendus publics mensuellement.

<sup>99</sup> CCPR/C/UZB/CO/5, par. 45, CCPR/C/CAF/CO/3, par. 36, CCPR/C/TUN/CO/6, par. 46, CCPR/C/SEN/CO/5, par. 45, CCPR/C/CZE/CO/4, par. 34 et 37, CCPR/C/MEX/CO/6, par. 43, CCPR/C/NGA/CO/2, par. 45, CCPR/C/MRT/CO/2, par. 43, CCPR/C/GNQ/CO/1, par. 51 et 53, et CCPR/C/TJK/CO/3, par. 48.

<sup>100</sup> Voir, par exemple, CCPR/C/TJK/CO/3, par. 47, al. d, et CCPR/C/GC/34, par. 43.

<sup>101</sup> CCPR/C/GC/37, par. 34.

<sup>102</sup> HCDH, *Diagnóstico sobre el Funcionamiento del Mecanismo* (Mexique, juillet 2019).

<sup>103</sup> Voir Ambassade d'Irlande au Mexique, « Lanzamiento del Fondo de Cooperación Irlanda-México para los Derechos Humanos 2020 », 16 juin 2020.

42. En 2019, le Conseil exécutif de l'UNESCO a invité sa Directrice générale à donner priorité aux activités ciblant les menaces contre la sécurité des femmes journalistes, en ligne et hors ligne, ainsi que les menaces nouvelles et émergentes contre la sécurité des journalistes. L'UNESCO a également mis en œuvre des projets visant à promouvoir la sécurité numérique des journalistes et à aider ces derniers à améliorer la manière dont ils affrontent l'adversité dans l'espace numérique. Elle a consolidé ses activités de renforcement des capacités dans ce domaine en créant un cours en ligne ouvert à toutes et à tous sur les moyens de rendre compte des questions liées à l'Internet et aux technologies, en partenariat avec le Knight Centre for Journalism in the Americas de l'Université du Texas. Elle a organisé plusieurs webinaires et publié des directives sur le rôle des acteurs du monde judiciaire dans la protection et la promotion de la liberté d'expression et du droit à l'accès à l'information et à la vie privée dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

43. L'UNESCO a intensifié ses activités en faveur de la sécurité des femmes journalistes, notamment en lançant une campagne de lutte contre les violences en ligne faites aux femmes journalistes, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2021. En partenariat avec la Fondation internationale pour les femmes dans les médias et le Knight Centre, elle a élaboré un programme de formation sur la sécurité des femmes journalistes. En outre, elle a adopté des directives pour la prise en compte de la dimension de genre et de l'égalité des sexes dans les politiques et pratiques des médias relatives à la sécurité. Ces directives couvraient également la sécurité numérique. L'UNESCO a poursuivi ses actions de sensibilisation, dont le lancement à venir en 2021 d'une publication intitulée « #JournalistsToo – women journalists speak out » qui contiendra des essais de 12 femmes journalistes du monde entier sur leurs expériences personnelles en matière de harcèlement et de violence, y compris en ligne.

### C. Organisations régionales

44. Lors de sa soixante-cinquième session ordinaire, tenue à Banjul du 21 octobre au 10 novembre 2019, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a adopté une Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique. Elle y affirmait qu'il importait de protéger la liberté d'expression contre les interférences en ligne et hors ligne et que le droit de s'exprimer par la pratique du journalisme ne devait pas faire l'objet de restrictions légales injustifiées. Aux termes de cette Déclaration, les États garantissent la sécurité des journalistes et autres professionnels des médias, prennent des mesures pour prévenir les agressions contre les journalistes et autres professionnels des médias, et prennent des mesures spécifiques pour garantir la sécurité des femmes journalistes et professionnelles des médias en prenant en charge les préoccupations liées au genre. Le 25 juin 2020, la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a rendu une décision importante<sup>104</sup> dans laquelle elle a reconnu l'accès à Internet comme un droit accessoire relevant de l'exercice du droit à la liberté d'expression<sup>105</sup> et considéré que, dans le cas d'espèce, couper Internet constituait une violation de la liberté d'expression<sup>106</sup>.

45. Dans sa résolution 1/2020 sur la pandémie et les droits humains dans les Amériques, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a formulé une série

<sup>104</sup> Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, *Amnesty International Togo et autres c. la République togolaise*, ECW/CCJ/JUD/09/20, décision du 25 juin 2020.

<sup>105</sup> Ibid., par. 38.

<sup>106</sup> Ibid., par. 45.



de recommandations à l'intention des États membres de l'Organisation des États américains<sup>107</sup> : les États devraient, entre autres, s'abstenir d'engager des poursuites civiles ou pénales à l'encontre de journalistes en raison de leurs opinions, de procéder à leur arrestation sur la base d'infractions pénales vastes ou ambiguës et de les exposer au risque de subir des attaques physiques ou virtuelles<sup>108</sup>. Ils devraient également respecter l'interdiction de censure préalable et s'abstenir de bloquer totalement ou partiellement les sites des médias, plateformes ou comptes personnels sur Internet, garantir un accès immédiat et plus large de toute la population à Internet et élaborer des mesures positives visant à réduire rapidement la fracture numérique qui touche les groupes vulnérables et disposant d'un faible revenu.

46. En 2019, le Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a publié un guide sur la protection de la liberté d'expression face à désinformation délibérée en contexte électoral. Dans ce guide, le Rapporteur a spécifiquement recommandé au pouvoir exécutif des gouvernements de protéger les journalistes et les travailleurs sociaux actifs dans la communication contre toute violence et souligné les obligations particulières de protection, de prévention et d'enquête incombant aux autorités étatiques dans le cadre de la lutte contre la violence à l'égard de ces personnes<sup>109</sup>.

47. Le 2 novembre 2020, à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, le Bureau de la Représentante pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a lancé un guide sur la sécurité des femmes journalistes en ligne intitulé « *Safety of Female Journalists Online: A #SOFJO Resource Guide* ». Ce guide propose des mesures que les principaux groupes de parties prenantes pourraient prendre pour lutter contre les abus sexistes en ligne à l'égard des journalistes.

48. En janvier 2020, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution intitulée « Menaces sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes en Europe », dans laquelle l'Assemblée a appelé les États membres à réexaminer leur législation et à prendre des mesures nationales pour protéger les journalistes. En juin 2021, la Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information du Conseil s'est tenue sur le thème « Intelligence artificielle – Une politique intelligente : Défis et opportunités pour les médias et la démocratie ». La conférence a publié une déclaration finale dans laquelle elle a adopté des résolutions sur les sujets suivants : liberté d'expression et les technologies numériques, sécurité des journalistes, évolution de l'environnement des médias et de l'information, et impact de la pandémie de Covid-19 sur la liberté d'expression.

49. La Cour européenne des droits de l'homme surveille le respect de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales par ses hautes parties contractantes. Rien qu'en 2019 et 2020, elle a constaté des violations du droit

<sup>107</sup> Commission interaméricaine des droits de l'homme, Pandémie et droits humains dans les Amériques, résolution 1/2020, 10 avril 2020. Consultable à l'adresse <https://www.oas.org/fr/cidh/decisions/pdf/resolution-1-20-fr.pdf>.

<sup>108</sup> Ibid., par. 30.

<sup>109</sup> Office du Rapporteur spécial pour la liberté d'expression, Commission interaméricaine des droits de l'homme, Département de la coopération et de l'observation électorales et Département de droit international du secrétariat général de l'Organisation des États américains, *Guide to Guarantee Freedom of Expression Regarding Deliberate Disinformation in Electoral Contexts*, octobre 2019, p. 35-36.



à la liberté d'expression dans 148 affaires dont elle a été saisie, notamment des affaires concernant des journalistes<sup>110</sup>.

50. La Commission européenne a publié une initiative en vue de formuler une recommandation visant à garantir la sécurité des journalistes dans l'Union européenne, y compris en ligne. L'objectif de la recommandation proposée est de définir une approche ciblée pour contrer les tendances les plus préoccupantes récemment observées dans l'UE. La Commission a également formulé une proposition connue sous le nom de Législation sur les services numériques, qui était examinée par le Parlement européen au moment de la rédaction du présent rapport<sup>111</sup>.

## D. Société civile

51. Dans leurs contributions, les organisations de la société civile ont présenté les politiques et les initiatives actuellement mises en œuvre pour assurer la sécurité en ligne. Reporters sans frontières a indiqué piloter l'Initiative internationale sur l'information et la démocratie, qui visait à introduire des garanties démocratiques dans l'espace mondial de l'information et de la communication. Au total, 42 États ont signé le Partenariat international pour l'information et la démocratie, s'engageant ainsi à faire respecter les principes démocratiques dans l'espace d'information et de communication. Créé par les société civile et des organismes de recherche, le Forum international sur l'information et la démocratie a contribué à développer et à mettre en œuvre ces principes. Il publie des recommandations concrètes à l'intention des États, des plateformes et des autres parties prenantes sur des questions particulières intéressant le débat public et la démocratie. Reporters sans frontières a en outre mis sur pied une équipe consacrée à la justice pour les journalistes, dont l'objectif est de lutter contre l'impunité pour les infractions commises contre des journalistes au moyen d'actions stratégiques<sup>112</sup>.

52. Free Press Unlimited et Greenhost auraient développé Totem, une plateforme en ligne permettant aux journalistes et aux militants d'en savoir plus sur les outils de sécurité numérique et de protection de la vie privée, notamment sur l'utilisation de ces outils et techniques au travail. Free Press Unlimited a proposé neuf cours en cinq langues<sup>113</sup>.

## IV. Renforcer la sécurité et la protection des journalistes en ligne

53. La présente section décrit les mesures qui pourraient être prises pour renforcer la sécurité des journalistes en ligne. Ces mesures sont fondées sur un examen de la pratique des États et les travaux pertinents effectués par les organisations internationales, régionales et nationales ainsi que les organisations de la société civile. Toutes reposent sur une approche tenant compte des questions de genre. Par ailleurs, il est essentiel que les diverses parties intéressées participent véritablement à leur élaboration.

<sup>110</sup> Conseil de l'Europe, « Sécurité des journalistes », document SG/Inf(2021)2. Consultable à l'adresse suivante : [https://search.coe.int/cm/pages/result\\_details.aspx?objectId=0900001680a15115](https://search.coe.int/cm/pages/result_details.aspx?objectId=0900001680a15115).

<sup>111</sup> Commission européenne, « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques (Législation sur les services numériques) et modifiant la directive 2000/31/CE », document COM(2020) 825 final.

<sup>112</sup> Contribution de Reporters sans frontières.

<sup>113</sup> Contribution de Free Press Unlimited.

### *Engagement politique durable*

54. Une volonté sans équivoque et un effort soutenu sont nécessaires pour accroître la sécurité des journalistes en ligne et hors ligne, ainsi que pour lutter contre l'impunité dont continue de bénéficier les auteurs de violations. Compte tenu de l'importance de l'accès à l'information et du journalisme indépendant pour le développement et la paix, les États devraient afficher une résolution claire à garantir un environnement sûr et porteur pour les journalistes et autres acteurs de la société civile. Pour que le journalisme puisse prospérer à l'ère numérique, il est essentiel que les États, dans leurs activités de régulation, s'engagent à maintenir une sphère en ligne propice à la libre expression et à l'échange d'idées, sans considération de frontières, et à garantir un Internet sûr sur lequel les droits humains sont respectés et où la pluralité des voix a sa place.

55. Il est essentiel que les dirigeants politiques et les fonctionnaires s'abstiennent d'attaquer, de menacer, de harceler ou de réduire au silence les journalistes, y compris lorsqu'ils publient des reportages critiques. Toute atteinte, surveillance ou poursuite injustifiée contre des journalistes, qu'ils s'expriment en ligne ou hors ligne, doit être condamnée au plus haut niveau de l'État.

56. Pour faciliter le travail journalistique et prévenir les violations des droits des professionnels des médias, les États devraient renforcer la capacité des législateurs, des responsables de l'application des lois et du pouvoir judiciaire à faire exécuter les obligations découlant du droit international en prenant des mesures appropriées de prévention, de protection et de répression. Il est crucial de veiller à ce que les acteurs de la société civile, en particulier le monde des médias, participent à la prise de décisions concernant l'adoption et l'application des lois et politiques et influencent ces décisions.

### *Protection juridique et mécanismes de protection efficaces*

57. Les États doivent adopter des lois et des mesures efficaces pour prévenir les attaques visant à faire taire les personnes qui exercent leur droit à la liberté d'expression en ligne, y compris les journalistes. Lorsqu'ils prennent des mesures en réponse aux menaces en ligne, ils doivent rejeter tout instrument restreignant la liberté d'expression et la vie privée ou usurpant le pouvoir des tribunaux indépendants d'examiner toute décision relative aux contenus en ligne. Les mécanismes de protection doivent tenir pleinement compte de l'espace en ligne dans leurs stratégies et répondre aux besoins propres des personnes présentant tel ou tel profil de risque.

58. Les États devraient s'abstenir d'adopter des lois susceptibles d'entraver le journalisme et la liberté d'expression. Les lois qui criminalisent ou restreignent indûment la liberté d'expression des journalistes en ligne et hors ligne doivent être abrogées sans délai et, dans l'intervalle, ne devraient pas être appliquées. Si le droit interne d'un État impose aux entreprises privées de médias sociaux de s'ingérer dans le contenu publié en ligne, les lois et règlements applicables doivent être constitutionnels, nécessaires, proportionnels et non discriminatoires. De même, les infractions définies par un texte de loi doivent répondre aux principes de légalité et de sécurité juridique afin de garantir que l'exercice licite de la liberté d'expression ne soit pas incriminé. Il est essentiel pour le respect du principe de responsabilité que les États et les entreprises fassent preuve de transparence. Comme l'a souligné l'Assemblée générale, les États ne devraient pas entraver l'utilisation des technologies numériques et devraient veiller à ce que toute restriction à l'utilisation

des outils de chiffrement et de protection de l'anonymat soit conforme à leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme<sup>114</sup>.

### *Sanctions*

59. Il est essentiel que les auteurs de violations en ligne ou hors ligne des droits humains des journalistes aient à répondre de leurs actes, afin d'exposer ces violations, d'offrir une réparation aux victimes et de prévenir la commission de nouvelles violations. Toute allégation de violation doit, sans délai, faire l'objet d'une enquête efficace, impartiale, approfondie et transparente, et les responsables doivent être poursuivis. Les fonctionnaires de police et les magistrats doivent recevoir une formation sur les spécificités des menaces et du harcèlement en ligne à l'égard des journalistes, en particulier à l'égard des femmes journalistes, ainsi que sur la manière d'intervenir efficacement en cas d'atteinte de ce type. C'est d'autant plus important que les atteintes hors lignes ont souvent un lien avec des atteintes en ligne.

60. Pour trouver des solutions efficaces aux atteintes en ligne, les États et les plateformes de médias sociaux doivent être résolument attachés à la transparence. Les États doivent veiller à ce que leurs cadres juridiques prévoient des recours utiles, qui tiennent compte des questions de genre et soient accessibles et effectifs. Les journalistes doivent avoir les moyens de faire valoir leurs droits sans s'exposer à des risques additionnels. Les mécanismes nationaux de protection doivent être en mesure d'œuvrer dans l'espace numérique et de répondre aux besoins spécifiques des femmes, des minorités et des autres catégories de journalistes. Les États doivent appuyer les efforts menés par la société civile pour observer l'évolution de l'espace civique en ligne.

61. Conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, approuvés par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 17/4, les entreprises privées ont la responsabilité de respecter les droits de l'homme et doivent s'efforcer de prévenir ou d'atténuer toute incidence négative directe que leurs activités, produits ou services peuvent avoir sur les droits humains. Compte tenu de leur influence sur les droits humains, les entreprises de médias sociaux doivent investir dans un système de communication transparent et cohérent qui leur permette d'informer le public et les médias en temps utile des restrictions imposées par les États aux contenus et des opérations hostiles organisées. Elles devraient se doter de procédures de recours efficaces afin de garantir l'application du principe de responsabilité. Elles doivent également établir des canaux de communication régulière avec les journalistes et les médias au niveau local afin de permettre la transmission plus efficace des préoccupations.

### *Sensibilisation*

62. Il faut sensibiliser les gouvernements, les organismes chargés de l'application de la loi et de la sécurité, le pouvoir judiciaire, les professionnels des médias, les entreprises de médias sociaux, les établissements d'enseignement et le grand public à la sécurité en ligne et hors ligne des journalistes, à la liberté d'expression en ligne et au rôle essentiel des femmes journalistes dans l'espace numérique.

### *Améliorer la protection et l'autoprotection*

63. Les organes de presse, les entreprises de médias sociaux et la société civiles ont un rôle important à jouer pour ce qui est d'aider les journalistes à prendre des mesures pour mieux se protéger en ligne et de les conseiller à ce sujet<sup>115</sup>. Ces mesures peuvent

<sup>114</sup> Résolution 74/157, par. 15.

<sup>115</sup> Résolution 74/157, par. 16.

inclure l'utilisation d'outils de chiffrement et de protection de l'anonymat, lesquels sont devenus indispensables au libre exercice de leur profession pour de nombreux journalistes.

64. En collaboration avec la société civile, les universitaires et les entreprises, les États devraient régulièrement procéder à des évaluations des risques encourus par les journalistes en ligne et hors ligne. Les systèmes judiciaires restent la pierre angulaire de toute action menée pour offrir aux journalistes une protection efficace.

## V. Conclusions et recommandations

65. La technologie numérique offre des opportunités et présente des risques pour les journalistes. L'Assemblée générale s'est dite consciente des risques particuliers que couraient les journalistes à l'ère numérique. Les acteurs concernés, aux niveaux international, régional et national, ont commencé à apporter des solutions à la question de la sécurité des journalistes en ligne, mais il reste beaucoup à faire, en particulier en ce qui concerne les femmes journalistes.

66. Les États, les acteurs de la société civile et les entreprises privées sont encouragés à prendre la série de mesures décrites dans la section V du présent rapport pour renforcer la sécurité des journalistes en ligne. Ces mesures attirent l'attention sur la nécessité d'un engagement politique soutenu, d'une vraie transparence, d'un meilleur suivi, de mesures de prévention et de protection, d'une plus grande application du principe de responsabilité, d'une sensibilisation accrue et d'un renforcement de la capacité des journalistes à se protéger dans le paysage numérique.

67. En particulier, les États qui ne l'ont pas encore fait devraient adopter des lois et des politiques efficaces instituant un cadre de protection pour les journalistes dans l'exercice de leur profession, qui comprenne une reconnaissance expresse de la protection de l'expression en ligne et de la protection contre les atteintes visant à réduire au silence ceux qui exercent leur droit à la liberté d'expression en ligne ou hors ligne. L'application de la législation régissant les activités des médias en ligne ne doit pas porter atteinte au bon exercice des droits humains. La législation qui incrimine ou restreint indûment l'expression en ligne et hors ligne des journalistes doit être abrogée ou modifiée sans délai.

68. Lorsqu'ils souhaitent prendre des mesures visant à assurer la sécurité des journalistes en ligne, les États sont encouragés à tenir compte des questions de genre et à garantir la participation véritable de tous, y compris des femmes, des jeunes et des minorités, à leur élaboration et à leur mise en œuvre.